

«Personne ne veut affaiblir le niveau du français en Suisse alémanique»

Le Canton de Nidwald augmente la dotation du français en primaire. Le conseiller d'Etat Res Schmid (UDC) s'en explique

Florent Quiquerez Berne

Parce qu'il était prêt à biffer l'enseignement du français en primaire, le conseiller d'Etat UDC Res Schmid a souvent été pointé du doigt en Suisse romande. Après que les Nidwaldiens ont refusé en votation l'initiative populaire qui demandait la suppression du *Frühfranzösisch*, le chef du Département de l'instruction publique a décidé d'augmenter le nombre des leçons. Interview... en français!

Vous avez été désavoué par le peuple. Vous mettez donc en place cette réforme à contrecœur?

Pas du tout. Le peuple a tranché et il n'y a rien à discuter. Je suis d'ailleurs très content qu'il y ait une décision démocratique. Mon objectif, ça a toujours été le niveau de français. J'ai été sensibilisé à cette langue dès mon enfance car ma mère était bilingue suite à une formation qu'elle a suivie à Porrentruy (JU). Aujourd'hui, je ne suis pas content du niveau des élèves à Nidwald. Il est insuffisant pour une langue nationale de cette importance. Il faut que ça change.

Avec votre réforme, les petits Nidwaldiens deviendront-ils des champions en français?

Non, je ne pense pas que le niveau va beaucoup évoluer. En ajoutant une leçon de plus en 5e-6e années, ça va sûrement augmenter la qualité durant cette période, mais ça ne va pas résoudre le problème de la continuité. Qu'est-ce qui est le mieux: apprendre le français à petites doses pendant



Pour Res Schmid, conseiller d'Etat à Nidwald, la cohésion nationale dépend du niveau atteint en français par les élèves en fin de scolarité, et non de la première langue apprise. KEYSTONE/URS FLUEELER

cinq ans ou regrouper les cours sur trois ans durant le secondaire, à un âge où les élèves sont plus aptes à intégrer une langue étrangère?

Mais la population n'a pas voulu de cette dernière option... L'idée d'avoir une seule langue étrangère en primaire est, selon moi, largement partagée par la

population nidwaldienne. L'argument qui a été déterminant ici, c'est la peur d'être un cas isolé en Suisse centrale. Durant la campagne, on sentait déjà que le non

allait l'emporter. Désormais, on aura une heure de plus en français en primaire, mais le nombre de leçons d'anglais reste supérieur. Et c'est dommage. Car le français est plus compliqué à apprendre que l'anglais, qui est présent partout, à la télévision, sur Internet...

Vous auriez pu proposer de supprimer l'anglais en primaire?

J'aurais pu, effectivement. Sur le principe, cela aurait pu me convenir, mais nous n'avions pas de projet concret sur la table. Et puis, dans ce cas-là aussi, nous aurions été une exception en Suisse centrale.

Vous restez donc convaincu qu'il ne faut qu'une langue étrangère en primaire?

C'est une question de priorité. D'abord, un enfant doit maîtriser sa langue maternelle. Pour nous, c'est l'allemand, et on a constaté qu'il y avait des lacunes. Ces dernières années, on a donc décidé de renforcer cet enseignement, de même que les mathématiques. Ensuite, c'est clair, idéalement il faudrait une seule langue étrangère en primaire, et ça devrait être le français. Mais, pour que cela devienne réaliste, il faut que les grands cantons - comme Zurich - changent leur manière de faire. Ce sont eux qui ont commencé à apprendre l'anglais en primaire. C'est là qu'Alain Berset devrait intervenir.

Justement, comment jugez-vous l'intervention d'Alain Berset?

Je ne vois pas ça d'un bon œil. L'instruction publique est de la compétence des cantons. S'il veut vraiment changer quelque chose, il devrait dire à tous les cantons qui commencent l'enseignement de l'anglais avant celui d'une langue nationale de changer leur pratique. Voilà qui serait une décision fédérale importante! Mais je pense qu'il n'en a pas le courage. S'il ne veut pas aller jusque-là, parce qu'il estime que c'est trop

délicat, alors il doit laisser les cantons faire comme ils veulent. S'ils ont la possibilité d'enseigner deux langues, alors il faut accepter qu'ils choisissent laquelle ils veulent enseigner en premier, avec combien de leçons et à quel moment de la scolarité.

Vous craignez une guerre des langues?

Oui, ça me fait peur. Ça va donner de grandes discussions dans les cantons concernés. Prenez Thurgovie. Là, le Conseil fédéral devra intervenir sur une décision qui a été prise démocratiquement par le parlement cantonal. Ça ne va pas! L'instruction publique est du ressort des cantons, on ne doit pas attendre à leur souveraineté.

Quels conseils pourriez-vous donner aux Thurgoviens qui, aujourd'hui, sont montrés du doigt?

L'objectif de Thurgovie est exactement le même que nous avons proposé. Augmenter les leçons de français au secondaire pour améliorer le niveau. Et je pense sincèrement que la qualité sera meilleure à la fin de l'année. Ce qu'on oublie de dire en Suisse romande, c'est que l'objectif de chaque canton alémanique qui propose une réforme, c'est d'assurer un haut niveau de français à la fin de la scolarité obligatoire. Personne ne veut affaiblir le français.

A aucun moment, vous n'évoquez la question de la cohésion nationale...

Ce n'est pas le thème. La cohésion nationale ne dépend pas de la première langue que vous apprenez à l'école. La cohésion dépend du niveau que vous avez en sortant de l'école obligatoire. Et personne à Nidwald n'a jamais voulu faire baisser le niveau du français. Au contraire, notre objectif était de le renforcer. Je suis d'ailleurs très sensible à la question des langues nationales et à la culture qu'elles véhiculent, que ce soit le français ou l'italien.